

> [Analyses et témoignages](#) > [Moyen-Orient](#) > Conclusion de la mission d'enquête sur la Syrie : c'est une guerre (...)

Conclusion de la mission d'enquête sur la Syrie : c'est une guerre par procuration

MAIRED CORRIGAN-MAGUIRE

[envoyer par mail](#) | [Share](#) | 144

5 juin 2013

Article en PDF: 

Rapport et appel à la communauté internationale pour l'appui à un processus de dialogue et de réconciliation en Syrie entre le peuple et l'État, le rejet de la guerre et de toute intervention étrangère.



Après une visite de 10 jours (du 1^{er} au 11 mai 2013) au Liban et en Syrie, à la tête d'une délégation de 16 personnes de 8 pays différents, invitée par l'organisation Musalaha, je suis revenue optimiste en pensant que la paix est possible en Syrie si on fait cesser toute ingérence étrangère et si on laisse les Syriens régler leurs propres problèmes en faisant respecter leur droit à l'auto-détermination.

L'appel à faire cesser les violences et à ce que les Syriens soient laissés libres de décider entre eux sans ingérence extérieure est lancé par tous ceux que nous avons rencontrés lors de notre visite. C'est ce que nous cherchons à transmettre à la communauté internationale dans notre Déclaration finale.

Au cours de notre visite, nous nous sommes rendus dans des camps de réfugiés, auprès des communautés touchées, et nous avons rencontré des chefs religieux, des combattants, des représentants du gouvernement, des délégations de l'opposition et bien d'autres, acteurs et victimes, au Liban et en Syrie.

Visites dans les camps de réfugiés

Au Liban, nous avons visité plusieurs camps de réfugiés, qui sont accueillis par les communautés libanaises ou palestiniennes.

Une femme nous a raconté : "avant que ce conflit n'éclate, nous étions heureux et notre vie était agréable (En Syrie, les études sont gratuites, les soins de santé aussi, et ils recevaient des aides pour le carburant), maintenant, nous vivons dans la pauvreté".

Sa fille et son gendre (elle, pharmacienne et lui, ingénieur), qui vivent dans un camp de réfugiés palestinien dans un logement dont le sol est en ciment et où il n'y a même pas de matelas, nous ont raconté que cette violence avait éclaté à la surprise générale et s'était répandue si vite qu'ils étaient encore sous le choc.

Quand des combattants étrangers bien armés sont arrivés à Homs, ils se sont emparés de leurs maisons, ont violé les femmes et tué les jeunes gens qui refusaient de se joindre à eux, et, donc, la population, terrorisée, a fui.

Ils nous ont expliqué que ces combattants étrangers venaient de nombreux pays, il y a, entre autres, des Libyens, des Saoudiens, des Tunisiens, des Tchéchènes, des Afghans, des Pakistanais, des Emiratis, des Libanais, des Jordaniens, des Turcs, des Européens, des Australiens, et ces bandes sont financées et entraînées par des gouvernements étrangers.

Ils font enfilier aux gens des gilets bourrés d'explosifs et les menacent de les faire sauter s'ils ne font pas ce qu'on leur dit de faire.

Une réfugiée m'a demandé : "quand pourrons-nous retourner chez nous ?" (A ma grande joie, quelques jours plus tard, à Damas, j'ai rencontré une femme qui travaillait à un programme gouvernemental qui aide les réfugiés à revenir en Syrie et plus de 200 sont revenus à ce jour).

Les chefs religieux et les haut-responsables gouvernementaux ont appelé la population à ne pas fuir la Syrie et il faut espérer que beaucoup d'entre eux entendront cet appel, car, après avoir vu tous ces réfugiés syriens vivre dans des tentes et être exploités de multiples façons, y compris sexuellement, je pense que la meilleure solution est la stabilité de la Syrie afin que son peuple se sente suffisamment en sécurité pour y rester.

Si les réfugiés continuent de fuir la Syrie, les pays voisins pourraient être alors déstabilisés, ce qui déclencherait une réaction en chaîne et déstabiliserait tout le Moyen-Orient.

Beaucoup de gens ont fui vers des camps dans les pays limitrophes comme la Turquie, la Jordanie ou le Liban, où tous s'efforcent de gérer au mieux l'afflux énorme de réfugiés syriens. Mais, si les pays d'accueil font le maximum pour faire face, ils sont submergés par le nombre de réfugiés (le chiffre officiel que donne l'agence des Nations Unies pour les réfugiés – l'UNHCR - est d'un million et demi de réfugiés).

Lors de nos réunions, nous avons appris que la Turquie invitait les réfugiés syriens à venir s'installer chez eux et leur interdisait ensuite de retourner en Syrie.

Il est avéré que les réfugiés syriens en Turquie et en Jordanie sont maltraités. Des jeunes réfugiées syriennes sont vendues pour être mariées de force en Jordanie. Les rapports du Conseil des droits de l'homme nous indiquent que plus de 4 millions de Syriens ont été déplacés dans leur propre pays et vivent dans une pénurie extrême.

Un représentant de la Croix Rouge nous a dit que les ONG et le Croissant Rouge syrien, en coordination avec le Ministère des Affaires Sociales, ont toute latitude pour travailler sur tout le territoire syrien, et, en ces circonstances épouvantables, ils s'efforcent de fournir des services à un maximum de personnes. Cependant, ils manquent cruellement d'aides financières pour faire face à cette tragédie humanitaire que subissent les réfugiés et la population déplacée à l'intérieur du pays.

Les sanctions économiques, comme en Irak, infligent de terribles souffrances à beaucoup de personnes et toutes celles que nous avons rencontrées demandaient que ces sanctions soient levées.

Notre délégation appelle à la levée de ces sanctions illégales imposées à la population syrienne sous la direction des Etats-Unis pour des motifs purement politiques dont l'objectif est le changement de régime.

Les hôpitaux

Nous avons effectué une tournée des hôpitaux et avons vu beaucoup de gens qui avaient été blessés à la suite de fusillades, de bombardements et d'agressions armées.

Un imam sunnite modéré m'a raconté qu'il avait été enlevé par des djihadistes, qui l'ont torturé, lui ont sectionné l'oreille, ont tenté de l'égorger, lui ont lacéré les jambes et l'ont laissé pour mort.

Il dit que s'il retourne dans sa mosquée, ils vont l'assassiner.

Il nous a expliqué : "ces gens-là sont des combattants étrangers, des djihadistes de pays étrangers, bien armés, bien entraînés, qui ont de l'argent, et qui sont dans notre pays pour le détruire. Ce ne sont pas des vrais musulmans, ce sont des extrémistes religieux, des fondamentalistes qui terrorisent, enlèvent et tuent notre peuple".

Le porte-parole du gouvernement a également confirmé qu'ils détiennent actuellement des combattants étrangers capturés qui sont issus de 29 pays différents, parmi lesquels des Tchétchènes, des Irakiens, et bien d'autres.

Le ministre de la Santé nous a montré un documentaire sur les effroyables tueries commises par les djihadistes et la terreur qu'ont provoquée ces étrangers en assassinant des médecins et en détruisant des infrastructures médicales de l'Etat syrien, ce qui a rendu difficile la tâche de répondre aux besoins de la population.

Rencontres avec l'Opposition

Notre délégation a participé à un débat public avec de nombreux représentants des partis de l'opposition interne. Un des opposants politiques qui a passé 24 ans en prison sous le régime d'Assad, et qui en est sorti il y a 11 ans, veut un changement politique avec plus de 20 autres composantes de l'opposition interne, mais sans ingérence étrangère et sans violence.

Nous avons rencontré des membres de l'opposition armée dans une localité qui nous ont dit qu'ils avaient accepté la proposition d'amnistie du gouvernement et cherchaient à parvenir à une solution pacifique.

Un homme m'a raconté qu'il avait accepté de l'argent de djihadistes pour combattre mais avait été choqué par leur cruauté et la façon dont ils traitaient leurs coreligionnaires syriens, ne les considérant pas comme des vrais musulmans. Il dit que les djihadistes étrangers veulent s'emparer de la Syrie, pas la sauver.

Le 10 mai, une partie de notre délégation s'est rendue à Homs, invitée par le groupe d'opposition du quartier d'Al-Waâr, où des familles déplacées de Baba Amro, de Khalidiyeh et d'autres bastions des rebelles viennent chercher refuge.

La délégation a constaté toutes les conditions de cette ville et se penche actuellement sur un projet pilote en vue d'une réconciliation et de la réintégration pacifique entre cette communauté et les communautés non-rebelles des environs (les chiites et les Alaouites) avec lesquelles, il y a 15 jours, a été signé un accord de non-belligérance par l'intermédiaire du mouvement Syrien Mussalaha- Réconciliation.

Le ministre, après avoir vérifié la liste des noms, a reconnu qu'en effet, c'était des opposants politiques non-violents et il a dit qu'il accepterait, en principe, de libérer ces détenus non-violents.

Il nous a également indiqué qu'ils n'appliquaient pas la peine de mort et qu'il espère que quand la situation s'arrangera en Syrie, ils prendront les mesures pour abolir la peine

capitale.

Nous avons également posé des questions au ministre (qui est avocat international) sur les violations des droits humains commises par le gouvernement syrien, à savoir les tirs d'artillerie sur une zone interdite où se trouvaient les djihadistes et l'opposition armée.

Le ministre a reconnu les faits, mais a expliqué que le gouvernement avait le devoir de faire dégager ces zones.

Nous avons suggéré qu'il y avait une meilleure façon de traiter le problème que de faire procéder à des tirs d'artillerie, mais il a maintenu qu'il était de la responsabilité du gouvernement de débarrasser ces zones des forces rebelles et que c'était leur façon de le faire à eux.

Les ministres et le gouverneur ont affirmé que le président Assad était leur président et qu'il avait leur soutien. Beaucoup de personnes à qui nous nous sommes adressés avaient le même discours. Toutefois, certains jeunes disent qu'ils soutiennent l'opposition, mais afin de protéger l'unité de la Syrie de la destruction par des forces étrangères, ils disent qu'ils soutiendront le gouvernement et le président Assad jusqu'aux élections de l'année prochaine et qu'ils voteront alors pour l'opposition.

Ils disent que la Coalition de Doha au Qatar ne les représente pas et que personne d'étranger à la Syrie n'a le droit de faire partir le président Assad, si ce n'est le peuple syrien à l'issue des élections de l'année prochaine.

La vie des journalistes en Syrie est gravement menacée par les extrémistes/fondamentalistes religieux, et, au cours de ma visite à une chaîne de télévision, un jeune journaliste m'a raconté que sa mère avait été tuée par des djihadistes et m'a montré le bras où il avait reçu une balle et avait failli être tué.

La réunion avec les chefs religieux

Nous avons assisté, à la Grande Mosquée des Omeyyades de Damas, à un service œcuménique dirigé par le Grand Mufti de la République Arabe Syrienne, le docteur Ahmad Badr Al-Din Hassoun et le patriarche catholique grec Grégoire III Laham, ainsi que le délégué du patriarche orthodoxe grec Jean X d'Antioche, et des religieux de toutes confessions.

L'assemblée a prié pour la paix et l'unité de la Syrie et la non-ingérence d'étrangers dans leur pays. Ils ont souligné que ce conflit en Syrie n'est pas un conflit de religions, musulmans et chrétiens ayant toujours vécu côte à côte en Syrie, et ils sont (malgré le fait qu'ils vivent dans la souffrance et les violences, dont la majorité n'est pas de leur fait), unis dans leur souhait d'être une lumière de paix et de réconciliation pour le monde entier.

Le patriarche a dit que de la mosquée et des églises chrétiennes émerge un grand élan pour la paix et la réconciliation et a demandé à ceux à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de la Syrie, de refuser toute violence et de soutenir le peuple de Syrie dans ses efforts d'instaurer le dialogue, la réconciliation et la paix.

Les chefs spirituels musulmans et chrétiens sont très conscients que si les extrémistes/fondamentalistes religieux accélèrent le mouvement et parviennent à contrôler la Syrie, l'avenir de ceux qui ne soutiennent pas les fondamentalistes, comme les musulmans, les chrétiens et les autres minorités modérés, ainsi que d'autres Syriens, est en grand danger.

En effet, le Moyen Orient pourrait perdre son précieux tissu social pluraliste, les chrétiens, comme en Irak, étant les premiers à fuir le pays. Ce serait une tragédie pour tous ceux qui sont concernés dans cette Syrie multiconfessionnelle, multiculturelle et laïque, naguère lumière de convivialité paisible dans le monde arabe.

Vision d'ensemble

Suite à de nombreux reportages officiels des médias institutionnels et à nos propres constats, je peux affirmer que l'État syrien et sa population subissent une guerre par procuration menée par des pays étrangers et financée et soutenue directement principalement par le Qatar qui a imposé sa volonté à la Ligue Arabe.

La Turquie, une partie de l'opposition libanaise et certains responsables jordaniens, offrent une zone protégée à tout un tas de groupes djihadistes, tous avec leurs propres objectifs, et recrutés dans de nombreux pays.

Des groupes de djihadistes armés et financés par des pays étrangers envahissent la Syrie en passant par la Turquie, la Jordanie et le Liban, franchissant des frontières poreuses pour tenter de déstabiliser la Syrie. On estime à 50.000 le nombre de combattants djihadistes étrangers qui terrorisent la Syrie.

Ces escadrons de la mort détruisent systématiquement les infrastructures de l'État syrien (les centrales électriques, les usines à gaz, les installations pétrolifères et d'eau potable, les pylônes de haute tension, les hôpitaux, les écoles, les bâtiments publics, les sites historiques, et même les sanctuaires religieux).

En outre, le pays est envahi par les tireurs isolés, les poseurs de bombes, les agitateurs, les criminels.

Ils se servent de l'agression et de la charia pour s'emparer de la liberté et de la dignité du peuple syrien. Ils torturent et tuent ceux qui refusent de se joindre à eux.

Ils ont des croyances religieuses bien à eux qui font qu'ils n'éprouvent aucune gêne même quand ils commettent les crimes les plus atroces comme assassiner et torturer leurs opposants.

Il est établi que beaucoup de ces terroristes sont en permanence sous l'effet d'amphétamines comme le captagon. Le manque de sécurité générale permet la multiplication d'enlèvements destinés à obtenir une rançon ou pour exercer des pressions politiques. Des milliers d'innocents ont disparu, dont les deux évêques, Youhanna Ibrahim et Paul Yazigi, et de nombreux prêtres et imams.

Les sanctions économiques imposées par l'ONU et l'UE, ainsi qu'un embargo cruel, poussent la Syrie au bord de la catastrophe sociale.

Hélas, les médias internationaux ferment les yeux sur ces réalités, occupés à diaboliser, à mentir, à déstabiliser le pays et à engendrer davantage de violence et de contradiction.

En résumé, la guerre en Syrie n'est pas, comme on le prétend, une guerre civile mais c'est une guerre par procuration avec des violations graves des lois internationales et des lois internationales sur les droits humains.

La protection qu'accordent aux combattants étrangers certains pays parmi les plus puissants les autorise en quelque sorte à ne pas avoir de comptes à rendre et les incite à commettre en toute impunité toutes sortes d'actes de barbarie contre des civils innocents.

Même les conventions relatives aux guerres ne sont pas respectées, ce qui a pour conséquence de nombreux crimes de guerre, voire des crimes contre l'humanité.

Conclusion

Lors de notre visite en Syrie, notre délégation a été accueillie par tout le monde avec beaucoup de gentillesse et je tiens à exprimer toute ma gratitude à tous ceux qui nous ont facilité la tâche ou qui ont reçu notre délégation.

Nous avons constaté que la population en Syrie a énormément souffert et continue de le faire. Les 23 millions de personnes qui constituent la population syrienne sont sous la terrible menace d'infiltrations permanentes de terroristes étrangers.

Beaucoup sont encore sous le choc des horreurs et de la soudaineté de toute cette violence et craignent que leur pays soit agressé et divisé par des forces extérieures, et sont tous parfaitement conscients que les forces géopolitiques sont à l'œuvre pour déstabiliser la Syrie et s'emparer du pouvoir, du pétrole et de leurs ressources.

Un dirigeant druze a déclaré : "si les occidentaux veulent notre pétrole – le Liban et la Syrie ont tous deux des réserves de pétrole – entamons des négociations à ce sujet, mais ne détruisez pas notre pays pour le prendre".

En Syrie, le souvenir de la destruction de l'Irak voisin par les forces US-GB-OTAN est encore bien présent à l'esprit de la population, parmi laquelle le million et demi d'Irakiens qui ont fui la guerre, dont de nombreux chrétiens, et qui ont trouvé refuge en Syrie grâce au gouvernement syrien.

Le plus grand espoir qui nous a été donné vient du mouvement Syrien Mussalaha-Réconciliation, un mouvement apolitique composé de toutes les couches de la société syrienne, qui a des équipes qui travaillent dans toute la Syrie qui œuvrent actuellement grâce au dialogue à construire la paix et la réconciliation.

Mussalaha sert de médiateur entre les tireurs armés et les forces de sécurité, contribue à obtenir la libération des nombreuses personnes qui ont été enlevées et rapproche toutes les parties du conflit pour les amener à discuter et à trouver des solutions pratiques.

C'est ce mouvement qui nous a logés, sous la direction de Mère Agnès-Mariam, Mère supérieure du monastère de Saint-Jacques, soutenue par le patriarche Grégoire III Laham, chef de la hiérarchie catholique de Syrie.

Ce grand mouvement de la société civile qui construit un processus de paix et de réconciliation nationale depuis la base jusqu'au sommet de la hiérarchie contribuera, si on lui donne la place, le temps et la non-ingérence étrangère, à apporter la paix en Syrie.

Ils reconnaissent qu'il faut qu'il y ait une solution politique inconditionnelle, comprenant toutes les parties en présence, et avec des compromis et ils sont convaincus que c'est cela qui se produit à maints niveaux de la société, et que c'est la seule solution pour parvenir à la paix en Syrie.

Mairead Maguire,

25 mai 2013

Mairead Corrigan-Maguire (née le 27 janvier 1944 à Belfast, Irlande du Nord) est une militante pacifiste nord-irlandaise, lauréate du prix Nobel de la paix 1976.

Source : [Le Grand Soir](#)

[Syrie](#)

[Haut de la page](#) - [Accueil](#)

.....
Graphisme et Développement : Platanas studio